

## DEMANDE DE SURSIS À EXÉCUTION

Visa du greffier/greffier suppléant du Tribunal administratif

Recours n° : ....

Enregistré le : ...../...../.....

Signature :

Avant de remplir ce formulaire, il vous est conseillé de prendre connaissance du Statut du personnel qui vous est applicable ainsi que du Règlement intérieur du Tribunal administratif. Ces documents sont disponibles sur le [site internet du Tribunal](#).

Les termes du présent formulaire s'appliquent, mutatis mutandis, aux contentieux des agents de la Banque de développement du Conseil de l'Europe ainsi que des autres organisations intergouvernementales pour lesquels le Tribunal est compétent en application de l'article 2 du Statut du Tribunal.

Une fois rempli, ce formulaire doit être remis au greffe selon les modalités prescrites à l'article 20 du Règlement intérieur du Tribunal. L'adresse électronique du Tribunal à utiliser est [tribunal.administratif@coe.int](mailto:tribunal.administratif@coe.int). L'envoi tardif de ce formulaire peut porter atteinte à vos droits (voir les documents précités).

Les dispositions du présent formulaire dans lesquelles est utilisé le genre masculin, au singulier ou au pluriel, se réfèrent sans distinction à une femme ou à un homme ou, suivant le contexte, à des femmes ou à des hommes.

### I. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR :

#### 1. Désignation du demandeur :

a. Nom(s)

Prénom(s)

b. Date de naissance

J	J	M	M	A	A	A	A

c. Nationalité(s)

d. Adresse postale, courriel et numéro de téléphone, pour les besoins de la procédure :

Adresse

Courriel

Numéro de téléphone

e. Nom(s) et adresse(s) de la ou des personne(s) représentant le demandeur :

Vous pouvez soit présenter personnellement votre demande, soit désigner à cette fin un ou plusieurs conseils de votre choix. Le ou les conseils sont tenus de déposer une procuration.

## 2. Qualité du demandeur (cocher la case) :

- membre du personnel  
 ancien membre du personnel  
 ayant droit d'un ancien ou actuel membre du personnel  
 candidat à un emploi  
 Comité du personnel

## 3. Si le demandeur est l'ayant droit d'un ancien ou actuel membre du personnel, indiquer le nom de celui-ci et à quel titre le demandeur est l'ayant droit :

Nom

Titre donnant droit

## 4. Pour les membres actuels et anciens du personnel, ainsi que pour leurs ayants droit, indiquer :

a. La date d'entrée en fonction du membre du personnel concerné, et, dans le cas d'un ancien membre du personnel, la date de cessation de fonctions :

Date d'entrée en fonction

J	J	M	M	A	A	A	A

Date de cessation de fonctions

J	J	M	M	A	A	A	A

b. Le grade et le service d'affectation au moment de la contestation de l'acte dans le cas d'un membre actuel du personnel ou au moment de la cessation de fonctions dans le cas d'un ancien membre du personnel :

Grade

Service d'affectation

c. La nature de l'emploi/contrat du membre du personnel concerné :

*Veillez préciser s'il s'agit d'un contrat temporaire, d'un contrat à durée indéterminée, d'un engagement à durée déterminée ou d'un engagement sans date de fin.*

*Dans le cas d'un engagement à durée déterminée, veuillez spécifier s'il s'agit d'un engagement dans le cadre des programmes de jeunes professionnels ou d'un engagement sur un emploi correspondant à des profils à rotation périodique.*

5. Si le demandeur est un candidat à un emploi, indiquer les dates pertinentes concernant le déroulement de la procédure de sélection, ainsi que le numéro de l'avis de vacance correspondant :

## II. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA DÉCISION ADMINISTRATIVE POUR LAQUELLE UN SURSIS À L'EXÉCUTION EST DEMANDÉ :

Pour toute demande, indiquer :

6a. La partie défenderesse (Conseil de l'Europe, Banque de développement du Conseil de l'Europe, CCNR, HCCH ou OTIF) :

b. Titre du fonctionnaire ayant pris la décision contestée :

c. Date de la décision administrative :

J	J	M	M	A	A	A	A

Ou

d. Si la décision contestée n'a été ni publiée ni notifiée, date à laquelle le réclamant en a eu connaissance :

J	J	M	M	A	A	A	A

Si applicable, indiquer :

e. Date d'engagement de la procédure de réexamen hiérarchique :

J	J	M	M	A	A	A	A

f. Date de la conclusion de la procédure de réexamen hiérarchique :

J	J	M	M	A	A	A	A

g. Date de la réclamation administrative dirigée contre la décision contestée :

J	J	M	M	A	A	A	A

h. Date du rejet de la réclamation :

J	J	M	M	A	A	A	A

7. Valable pour la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la CCNR, l'OTIF, la HCCH :

Indiquer si une procédure de conciliation a eu lieu et, dans l'affirmative, préciser la date de la réception du rapport du Conciliateur par le demandeur, ou la date de l'expiration du délai prévu dans l'accord de conciliation pour son exécution, ou en ce qui concerne la Banque de développement du Conseil de l'Europe, préciser la date de notification de la décision du Gouverneur concluant la conciliation ou la date à partir de laquelle la procédure de conciliation est considérée comme ayant échoué :

**III. OBJET ET MOTIFS DE LA DEMANDE DE SURSIS À EXÉCUTION :****8. Objet de la demande :****9. Motifs de la demande (veuillez en donner une indication brève mais suffisante) :**

Un sursis à exécution ne peut être accordé par le Tribunal qu'en cas d'urgence particulière, lorsque l'exécution de la décision administrative serait susceptible de causer un préjudice grave et irréparable. Veuillez développer les motifs de votre demande et indiquer pourquoi vous considérez que votre affaire revêt une urgence particulière et que l'exécution de la décision administrative vous causerait un préjudice grave et irréparable, en utilisant les trois pages dédiées suivantes (police Times New Roman, taille 12, interligne 1.15, sans ajouter de feuilles supplémentaires).

Page dédiée aux motifs de la demande de sursis à exécution :

Page dédiée aux motifs de la demande de sursis à exécution :

**IV. ANNEXES À LA DEMANDE DE SURSIS À EXÉCUTION**

10. Fournir une liste numérotée, si possible dans l'ordre chronologique, des pièces annexées à la présente demande de sursis à exécution.

Cette liste devra en principe inclure notamment, une copie de la décision contestée, le rapport du Conciliateur (si applicable), ainsi que la procuration (en cas de désignation de représentant(s) du demandeur.

1.	_____	p. ....
2.	_____	p. ....
3.	_____	p. ....
4.	_____	p. ....
5.	_____	p. ....
6.	_____	p. ....
7.	_____	p. ....
8.	_____	p. ....
9.	_____	p. ....
10.	_____	p. ....
11.	_____	p. ....
12.	_____	p. ....

**V. SIGNATURE**

En apposant sa signature, le demandeur, ou son représentant, certifie que les renseignements fournis dans la présente demande de sursis à exécution sont exacts et que toute copie soumise au Tribunal est conforme au document original.

Fait à :

J	J	M	M	A	A	A	A

Signature :